

## **Conseil communautaire du 9 février 2017**

### **Délibération n° 2017-006 – Rapport sur les orientations budgétaires 2017.**

#### **Intervention de Michel Chassier (Groupe Front National)**

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Les éléments qui nous sont présentés, et qui permettent de nous situer sur la trajectoire financière, vous font dire que le budget communautaire va pouvoir tenir dans les grandes lignes de l'épuration malgré une légère dégradation en fin de période.

Ne n'allons pas commenter ce qui a déjà été dit, au sujet de la baisse des dotations, sauf pour ajouter que nous entrons dans une période d'incertitudes.

Les déclarations de certains candidats, comme les observations de la cour des comptes au sujet des déficits publics pourraient même nous faire craindre une poursuite de l'effort de réduction. Nous espérons bien sûr que ce ne sera pas le cas, car il est évident que nos prévisions seraient alors remises en cause.

Autre élément inquiétant, le manque de dynamisme de la fiscalité locale, avec des recettes inférieures aux prévisions de presque 1,2 millions d'euros, c'était déjà le cas en 2016.

Alors bien sûr, vous tenez à nous rassurer sur la bonne résistance des équilibres financiers et le respect de la trajectoire financière.

Et nous savons par ailleurs qu'il s'agit de prévisions assez prudentes, les résultats du Compte administratif nous le montre année après année, ils sont toujours meilleurs que les prévisions.

Notre inquiétude n'est donc pas spécifiquement budgétaire, mais plutôt politique.

En effet, nous avons très peu de leviers pour améliorer l'autofinancement – 2% sur les charges à caractère général c'est bien, mais cela ne porte que sur 10% des dépenses de fonctionnement - et donc notre capacité d'investissement se trouve obérée jusqu'à la fin de la mandature.

Or nous voyons avancer à grand pas les deux projets de métropoles de Tours et d'Orléans.

Quels seront nos moyens pour répondre à ce défi en matière de développement économique, car c'est bien là le cœur du problème.

Je pose également cette question au 1<sup>er</sup> vice-président de la Région, car il est évident que cette nouvelle donne va modifier sérieusement les équilibres du territoire, et nous souhaitons que la Région en tienne compte dans ses politiques. Cette inquiétude n'est pas seulement la nôtre, je crois savoir qu'elle largement partagée par les élus, les acteurs économiques et nos concitoyens.